

Adresse aux sections Apocalypse 2022 : On attend quoi ?

Le directeur de la Vendée vient de « cracher le morceau » : 100 suppressions d'emplois pour la Vendée dans les 3 ans à venir.

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/850/actualite/ctl/27-envahissement-du-ctl-du-5-fevrier.html>

En Guyane, selon la circulaire 6059 SG du 28 janvier 2019 du premier ministre envoyée à la DG, c'est désormais le préfet qui a la main sur les services fonctions supports (logistique, informatique, RH) et les emplois de cette DRFIP.

Les propos du DG du 13/12/2018 font état d'une contractualisation avec le budget de l'État fixant un volume de suppressions d'emplois d'un tiers des effectifs actuels soit 34 670 emplois étalés sur 2020, 2021 et 2022. Comme vous le savez, cette contractualisation, ne pourra pas être remise en cause par le Parlement.

Pour y parvenir, les regroupements de services vont s'intensifier !

Pour les structures :

- un à deux SIP et un à deux SIE de 50 agents maximum quelle que soit la taille du département ;
- une seule structure, à compétence nationale, pour les métiers de la publicité foncière et de l'enregistrement ;
- restructuration du SPL en front office à proximité et back office assuré par une plate-forme supra départementale ;
- Regroupement en agences comptables des grosses collectivités locales avec détachements d'office des agents pour 3 ans minimum ;
- transfert des services des métropoles vers les petites villes et zones péri-urbaines ou rurales ;
- transfert des agents ayant vocation à être polycompétents vers les MSAP ;
- externalisation (disparition) de la mission TOPO vers l'IGN ;

Cette liste n'est pas exhaustive. Aucun service n'échappera à la curée.

Les conséquences RH :

Cet objectif ne pourra pas être atteint sans le dynamitage total de nos règles de gestion.

La mise en place de la départementalisation en constitue le premier acte.

Le détachement d'office, une nouveauté pour la DGFIP sera mis en œuvre, sans connaître à ce jour les conditions du retour.

Le recours au travail à distance sera développé et le télétravail encouragé.

.../...

Réunis dans le cadre des Rencontres Nationales des Sections, nous appelons toutes les sections à entamer immédiatement un réel mouvement de riposte global.

En effet, l'ampleur de l'attaque révélée lors de la réunion des « Numéros 1 » du 13/12/2018 rend pour nous obligatoire la constitution d'un rapport de force massif.

Nous appelons toutes les sections à interpeller leur directeur local pour exiger la communication de leur projet de « nouvelle organisation et cartographie ».

Nos statuts, nos emplois, nos missions sont amenés à disparaître purement et simplement.

Plus d'atermolement !!

En tant que première OS de la DGFIP et syndicat de lutte, nous devons collectivement prendre nos responsabilités.

Partout, d'abord en local et puis lors d'une interpellation nationale, créons les conditions pour faire triompher nos revendications.

Nous n'avons plus d'alternative, réagir ou périr !

Signatures :

Loïc VALVERDE DDFIP 30

Maxime PICARD DRFIP 13

Valérie MARTIN DDFIP 30

Désiré ROPERS DDFIP 48

Wilfried GLAVIEUX CSR

Laurence MOUTIN-LUYAT DDFIP 62

Catherine VERDAUX DDFIP 62

Rudy PARENT DRFIP 67

Candice VINCKEL DRFIP 67

Aurélié HERKOUS DDFIP 27

Lætitia CHABOUREL DDFIP 57

Valérie CHIABOTTO DIRCOFI Sud Est/Outre Mer Patrice FY DDFIP 88

Virginie JABOUILLE DIRCOFI Sud Est /Outre Mer Emmanuel MARTINEZ DDFIP 55

Anne Marie SERENI DRFIP 2A

Mireille MAILLARD DDFIP 2 B

Jean-Marc GEOFFRAY DDFIP 38

Martial BECK DDFIP 88

Franck HUMBERT DDFIP 66

Jean-Christian ETIENNE DDFIP 27

Laurent PEREZ DDFIP 81

Antonella ALPHONSE DRFIP 973

Ousmane FOFANA DRFIP 972

Corinne MASSEE DRFIP 972

Sonia ETILE DRFIP 972

Monique ROUGIER DIRCOFI Sud Ouest

Miguel AJAX DRFIP 976